

REPUBLIQUE FRANCAISE
PREFECTURE DE L'AUBE

DIRECTION DES POLITIQUES PUBLIQUES
ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES
BUREAU DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE n° 04-4318

Société HOLCIM Granulats
AUTORISATION D'EXPLOITATION
CARRIERE à LA VILLENEUVE-AU-CHÂTELOT
et à PERIGNY-LA-ROSE
Lieu-dit « Les Petits Hauts du Frêne »

LE PREFET DE L'AUBE,
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

- Vu le Code de l'environnement et notamment ses livres II et V titre I,
- Vu la loi n°93.3 du 04 janvier 1993 relative aux carrières et ses décrets d'application n°94-484, 94-485, 94-486 du 09 juin 1994,
- Vu la loi n°95.101 du 02 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement,
- Vu le Code Minier,
- Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application code de l'environnement, notamment son livre V, titre premier relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- Vu le décret n°93-245 du 25 février 1993 relatif aux études d'impact et au champ d'application des enquêtes publiques,
- Vu la nomenclature des installations classées,
- Vu le décret n° 94-485 du 9 juin 1994 modifiant la nomenclature des installations classées,
- Vu le décret n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à l'exercice de la police des carrières en application de l'article 107 du Code Minier,
- Vu le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 portant règlement général des Industries extractives,
- Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,
- Vu l'arrêté ministériel du 01 février 1996 fixant le modèle d'attestation des garanties financières prévu à l'article 23-3 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977,

- Vu l'arrêté ministériel du 10 février 1998 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des Installations Classées,
- Vu l'arrêté ministériel du 09 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des Installations Classées,
- Vu le schéma départemental des carrières de l'Aube approuvé par arrêté préfectoral du 21 décembre 2001,
- Vu la demande en date du 20 février 2003 complétée le 05 janvier 2004 par laquelle la Société HOLCIM Granulats sollicite l'autorisation d'exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires sur le territoire des communes de La Villeneuve-au-Châtelot et Périgny-la-Rose au lieu-dit « Les Petits Hauts du Frêne » pour une superficie totale de 75 ha 71 a 42 ca,
- Vu les plans, documents et renseignements ainsi que l'étude d'impact joints à la demande précitée,
- Vu l'arrêté préfectoral n°04-1217 du 31 mars 2004 ordonnant l'ouverture de l'enquête publique du 21 avril au 21 mai 2004 inclus,
- Vu les observations et avis exprimés lors de l'enquête publique,
- Vu le rapport du commissaire enquêteur du 25 mai 2004,
- Vu les avis exprimés au cours de l'enquête administrative,
- Vu les avis des conseils municipaux de La Villeneuve-au-Châtelot, Périgny-la-Rose, Conflans-sur-Seine, Barbuise, Plessis Barbuise, Esclavolles-Lurey et Pont-sur-Seine,
- Le pétitionnaire entendu,
- Vu le rapport de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de CHAMPAGNE-ARDENNE en date du 19 août 2004,
- Vu l'avis de la Commission Départementale des Carrières dans sa séance du 28 septembre 2004,

Considérant

que les activités exercées sont de nature à porter atteinte aux intérêts à protéger mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement et qu'il convient en conséquence de prévoir les mesures adaptées destinées à les prévenir ou empêcher ces effets,

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Aube,

SOMMAIRE

CHAPITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	5
ARTICLE 1ER : PORTEE DE L'AUTORISATION.....	5
<i>Article 1.1 : Activités autorisées.....</i>	<i>5</i>
ARTICLE 2 : CONDITIONS GENERALES DE L' AUTORISATION.....	6
<i>Article 2.1 : Contrôles et analyses.....</i>	<i>6</i>
<i>article 2.2 : Respect des engagements.....</i>	<i>7</i>
<i>article 2.3 : Dispositions du Code de l'Urbanisme et du Code forestier.....</i>	<i>7</i>
CHAPITRE II - AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES.....	7
ARTICLE 3 : INFORMATION DU PUBLIC	7
ARTICLE 4 : BORNAGES	7
ARTICLE 5 : ACCÈS A LA VOIRIE PUBLIQUE.....	7
ARTICLE 6 : DÉCLARATION DE DÉBUT D'EXPLOITATION	8
CHAPITRE III - CONDUITE DE L'EXPLOITATION.....	8
ARTICLE 7 : REALISATION DU DEBOISEMENT ET DU DEFRICHAGE.....	8
ARTICLE 8 : PHASAGE	8
ARTICLE 9 : DÉCAPAGE.....	8
<i>Article 9.1- Technique de décapage</i>	<i>8</i>
<i>Article 9.2- Patrimoine archéologique</i>	<i>9</i>
ARTICLE 10 : EXTRACTION	9
<i>Article 10.1 : Epaisseur d'extraction.....</i>	<i>9</i>
<i>Article 10.2 : Extraction en nappe.....</i>	<i>9</i>
ARTICLE 11 : ETAT FINAL.....	9
<i>Article 11.1 : Elimination des produits polluants en fin d'exploitation.....</i>	<i>9</i>
<i>Article 11.2 : Remise en état.....</i>	<i>10</i>
<i>Article 11.3 : Remblayage de carrière</i>	<i>10</i>
CHAPITRE IV - SÉCURITÉ.....	10
ARTICLE 12 : CLÔTURES ET ACCÈS.....	10
ARTICLE 13 : ELOIGNEMENT DES EXCAVATIONS	11
ARTICLE 14 : MATERIEL ELECTRIQUE	11
CHAPITRE V - PLANS.....	11
ARTICLE 15 : PLANS	11
CHAPITRE VI - PRÉVENTION DES POLLUTIONS.....	12
ARTICLE 16 : LIMITATION DES POLLUTIONS	12
ARTICLE 17 : PRELEVEMENT, REJET ET POLLUTIONS ACCIDENTELLES DES EAUX.....	12
<i>Article 17.1 : Prévention des pollutions accidentelles</i>	<i>12</i>
<i>Article 17.2 : Prélèvements d'eau au milieu naturel</i>	<i>13</i>
<i>Article 17.3 : Rejets d'eau dans le milieu naturel.....</i>	<i>13</i>
<i>Article 17.4 : Surveillance des eaux de la nappe alluviale</i>	<i>14</i>
ARTICLE 18 : POLLUTION ATMOSPHERIQUE.....	14
ARTICLE 19 : LUTTE CONTRE L'INCENDIE	14
ARTICLE 20 : LIMITATION DES DECHETS.....	15
ARTICLE 21 : BRUITS ET VIBRATIONS.....	15

Article 21.1 : Bruits	15
Article 21.2 : Vibrations	16
CHAPITRE VII : GARANTIES FINANCIÈRES POUR LA REMISE EN ETAT	16
ARTICLE 22 : MONTANT DES GARANTIES FINANCIERES.....	16
ARTICLE 23 : NOTIFICATION.....	17
ARTICLE 24 : RENOUELEMENT	17
ARTICLE 25 : ACTUALISATION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIERES..	17
ARTICLE 26 : ABSENCE DE GARANTIES FINANCIERES.....	17
ARTICLE 27 : APPEL AUX GARANTIES FINANCIERES	17
ARTICLE 28 : REMISE EN ETAT NON CONFORME.....	18
CHAPITRE VIII : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES.....	18
ARTICLE 29 : DROIT DES TIERS	18
ARTICLE 30 : HYGIENE ET SECURITE DES TRAVAILLEURS	18
ARTICLE 31 : DECLARATION DES ACCIDENTS.....	18
ARTICLE 32 : MODIFICATION DU DOSSIER	18
ARTICLE 33 : CHANGEMENT D'EXPLOITANT.....	19
ARTICLE 34 : ARRET DEFINITIF DES TRAVAUX.....	19
ARTICLE 35 : SANCTIONS	19
ARTICLE 36 : PUBLICITÉ	20
ARTICLE 37 : VOIES DE RECOURS	20
ARTICLE 38 : EXÉCUTION.....	20

CHAPITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1er : PORTEE DE L'AUTORISATION

Article 1.1 : Activités autorisées

La société Holcim Granulats dont le siège social est situé 75 avenue du Peuple Belge 59046 LILLE, ci-après désignée l'exploitant, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire des communes de La Villeneuve-au-Châtelot et Périgny-la-Rose au lieu-dit « Les Petits Hauts du Frêne », les installations suivantes visées par la nomenclature des installations classées.

Référence des unités	Libellé en clair de l'installation	Capacité	Rubrique de classement	A-D ou NC
Exploitation d'une carrière au sens de l'article 4 du Code Minier	Exploitation à ciel ouvert d'une carrière de matériaux alluvionnaires sur une surface autorisée de 75ha 71a 42ca dont environ 60ha voués à extraction et une profondeur moyenne de 5.8m	500.000 t/an au maximum et un volume maximal extrait de 3.259.100 m ³ sur 14 ans.	2510-1	A
Broyage, criblage, concassage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels; la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 200 kW	Installations de traitements de matériaux alluvionnaires [broyage, criblage, concassage, ...]	Puissance installée 400 kW	2515-1	A
Dépôts de liquides inflammables dont le volume équivalent est inférieur à 10 m ³	1 citerne aérienne de fioul domestique	5 m ³ soit un volume équivalent de 1 m ³	1432-2	NC
Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables dont le débit maximum équivalent est inférieur à 1 m ³	Pompe de distribution	Débit maximum équivalent de 0.5 m ³	1434-1	NC
Atelier d'entretien des engins à moteur dont la surface est inférieure à 500 m ²	Atelier d'entretien et de réparation	Surface de 192 m ²	2930-1	NC

Le tonnage moyen annuel autorisé est de 400 000 tonnes soit 235 295 m³.

Le volume maximal extrait autorisé est de 3 259 100 m³ sur la durée de l'autorisation.

L'autorisation d'exploiter porte sur le périmètre PA d'une superficie de 75 ha 71 a 42 ca constitué des parcelles ZI n°75 à 79 et ZK n°14 à 23 de la commune de la Villeneuve-au-Châtelot ainsi que des parcelles ZE n°30 à 34 (en partie), chemin rural n°3 (en partie), ZH n°1 à 6, 11, 12 (en partie), 13 et 14, et ZI n°6 de la commune de Périgny-la-Rose. A l'intérieur de ce périmètre, le périmètre voué à extraction PE représente une superficie d'environ 60 ha.

L'installation de traitement, le stockage des matériaux et les bassins de décantation sont localisés sur les parcelles ZK n°14, 15 et 16 de la commune de la Villeneuve-au-Châtelot.

La durée de la présente autorisation, qui inclut la remise en état, est fixée à 14 ans.

L'extraction de matériaux commercialisables devra avoir cessé 6 mois avant la date de fin d'autorisation du présent arrêté sauf dans le cas du renouvellement de l'autorisation d'exploiter.

L'extraction autorisée concerne des matériaux alluvionnaires et est réalisée en eau au moyen d'engins mécaniques.

La remise en état du site consiste en un aménagement en plans d'eau. Elle sera achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas du renouvellement de l'autorisation d'exploiter.

Les modalités d'exploitation et de remise en état sont fixées par les plans de phasage des travaux et de remise en état du site joints en annexe au présent arrêté.

Article 2 : CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION

Article 2.1 : Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des Installations Classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire. Les frais occasionnés par ces opérations sont à la charge de l'exploitant.

L'inspection des Installations Classées peut demander à tout moment la réalisation inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par elle, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores ou de retombées de poussières. Elle peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'entreprise. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

article 2.2 : Respect des engagements

Sous réserve des prescriptions du présent arrêté et des dispositions réglementaires en vigueur, les installations sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et descriptifs joints à la demande d'autorisation.

article 2.3 : Dispositions du Code de l'Urbanisme et du Code forestier

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire pour les ouvrages et édifices nécessaires à l'exploitation des installations visées à l'article 1.1; ces ouvrages et édifices restent soumis aux dispositions du Code de l'Urbanisme. elle ne vaut pas non plus autorisation de défrichement.

CHAPITRE II - AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES

Article 3 : INFORMATION DU PUBLIC

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

Article 4 : BORNAGES

Préalablement à la mise en exploitation des installations visées à l'article 1.1, l'exploitant est tenu de placer des bornes matérialisant sur le terrain le périmètre d'autorisation.

L'exploitant s'assure du maintien en place de l'ensemble de ces bornes et assure si nécessaire leur réimplantation, jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

Article 5 : ACCÈS A LA VOIRIE PUBLIQUE

Avant le début de l'exploitation, l'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

Cet aménagement comprend notamment la mise en œuvre des points suivants : au carrefour entre le chemin d'exploitation n°7 et la RD 951A :

- l'élargissement, le renforcement et la pose d'un enrobé sur les 150 derniers mètres du chemin d'exploitation n° 2 avant son raccordement à la RD 40b,

- la présignalisation du débouché de la carrière de part et d'autre sur la voie publique par des panneaux de danger : sortie de carrière ou sortie de camions,
- l'installation d'un panneau « STOP » à la sortie de la carrière.

Article 6 : DÉCLARATION DE DÉBUT D'EXPLOITATION

Après réalisation des aménagements prescrits ci-avant aux articles 3 à 5, l'exploitant adresse au préfet en trois exemplaires, la déclaration de début d'exploitation prévue à l'article 23-1 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977. Elle est accompagnée du document attestant la constitution des garanties financières dont le montant et les modalités d'actualisation sont fixés au chapitre VII.

CHAPITRE III - CONDUITE DE L'EXPLOITATION
--

Article 7 : REALISATION DU DEBOISEMENT ET DU DEFRICHAGE

Sans préjudice des dispositions de l'autorisation correspondante, le déboisement et le défrichage des terrains sont réalisés progressivement, par phases correspondant aux besoins de l'exploitation.

Article 8 : PHASAGE

Le phasage d'exploitation reporté sur le plan en annexe doit être scrupuleusement respecté. Néanmoins, il est possible de déroger à celui-ci après demande motivée et accord écrit de l'inspection des installations classées.

Chaque phase correspond à une durée d'un an.

L'exploitation de la phase "n+2" ne peut être entamée que lorsque la remise en état de la phase "n" est terminée.

Article 9 : DÉCAPAGE

Article 9.1- Technique de décapage

Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation. Il doit être en accord avec le plan de phasage.

Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles.

L'horizon humifère et les stériles, représentant un volume de 912.350m³, sont stockés séparément sur une hauteur maximale de 2m pour la terre et 3m pour les stériles et réutilisés pour la remise en état des lieux.

Article 9.2- Patrimoine archéologique

Préalablement à tous travaux, l'exploitant devra faire réaliser un diagnostic archéologique de la zone exploitable. Il devra se conformer à l'arrêté n°2003/157 du 03 avril 2003 lui prescrivant le diagnostic de la parcelle ZK n°14 de la commune de La Villeneuve-au-Châtelot.

Compte tenu de la richesse de la zone en vestiges archéologiques, l'exploitant doit utiliser une pelle à godet sans dent, travaillant en rétro, afin de ne pas porter atteinte aux éventuels vestiges archéologiques. Les tranchées situées sur les zones non exploitées sont rebouchées.

Article 10 : EXTRACTION

Article 10.1 : Epaisseur d'extraction

L'extraction des matériaux alluvionnaires est autorisée sur une épaisseur maximale de 7.8 m.

Elle ne peut être réalisée au dessous de la cote NGF de 59.3 m.

Article 10.2 : Extraction en nappe

Les extractions ne doivent pas faire obstacle à l'écoulement des eaux superficielles.

Le pompage de la nappe phréatique pour le décapage, l'exploitation et la remise en état du site est interdit.

Article 11 : ETAT FINAL

Article 11.1 : Elimination des produits polluants en fin d'exploitation

En fin d'exploitation, tous les produits polluants ainsi que tous les déchets sont valorisés ou éliminés par des installations dûment autorisées à les recevoir. Il incombe à l'exploitant de justifier de ces conditions de valorisation et/ou d'élimination.

Article 11.2 : Remise en état

L'exploitant est tenu de remettre le site affecté par son activité dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement en tenant compte des caractéristiques essentielles du milieu environnant.

Sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter, la remise en état du site affecté par l'exploitation doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation et l'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée 6 mois au moins avant l'échéance de l'autorisation.

Conformément aux dispositions de l'étude d'impact, la remise en état comportera les principales dispositions suivantes :

- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site,
- la stabilisation des accès au site,
- la mise en place d'un ensemble de roselières, vasières, zones d'eaux libres, îlots et chenaux sur le site d'extraction « Les Petits Hauts du Frêne »,
- la mise en place de zones drainantes préférentielles au sein des zones remblayées,
- la mise en place de berges filtrantes talutées en graviers entre 27° et 45° dans le sens de l'écoulement de la nappe,
- la mise en place de berges talutées entre 10° et 40° en stériles,
- la mise en place d'un haut-fond remontant entre 1.5 et 2.5 m sous la surface du plan d'eau de « Villière » à l'étiage,
- la mise en place d'une île dans le plan d'eau du « Breuil »,
- la conservation de boisements existants et la plantation de variétés locales arborescentes (Aulne, Frêne, Saule blanc ...) et arbustives liées aux milieux humides (Saule fragile, Saule des Vanniers, Aubépine, Cornouiller, Viorne, Sorbier...).

Article 11.3 : Remblayage de carrière

Le remblayage de la carrière par apport de matériaux extérieurs est interdit.

CHAPITRE IV - SÉCURITÉ

Article 12 : CLÔTURES ET ACCÈS

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert, notamment l'accès aux fronts en cours d'exploitation, est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.

Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

Article 13 : ELOIGNEMENT DES EXCAVATIONS

Les bords de l'excavation de la carrière sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêté à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur cette hauteur.

Article 14 : MATERIEL ELECTRIQUE

L'installation électrique et le matériel utilisé sont appropriés aux risques inhérents aux activités exercées.

Le matériel et les canalisations électriques doivent être maintenus en bon état et rester en permanence conformes à leurs spécifications d'origine.

Les installations doivent être vérifiées lors de leur mise en service après chaque déménagement ou après avoir subi une modification de structure, puis au minimum une fois par an.

Ces vérifications font l'objet de rapports détaillés dont la conclusion précise très explicitement les déficiences constatées auxquelles il faudra remédier dans les plus brefs délais.

Ces vérifications sont pratiquées par un organisme agréé par le ministre chargé des mines.

CHAPITRE V - PLANS

Article 15 : PLANS

Un plan à l'échelle 1/2000ème est établi .

Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres,
- les bords de la fouille,
- les zones remises en état,

- les bornes déterminant le périmètre d'autorisation visées à l'article 4,
- les pistes et voies de circulation,
- les zones de mise à stock des produits finis, des stériles, des terres de découverte...
- les installations fixes de toute nature : traitement des matériaux, ateliers, dépôts de liquides inflammables, bascules, locaux,...

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et adressé à l'Inspection des Installations Classées.

CHAPITRE VI - PRÉVENTION DES POLLUTIONS

Article 16 : LIMITATION DES POLLUTIONS

La carrière et les installations de premier traitement des matériaux sont exploitées et remises en état de manière à limiter leur impact sur l'environnement, notamment par la mise en œuvre de techniques propres.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.

Le chargement des véhicules sortant du périmètre autorisé PA visé à l'article 1-1 doit être réalisé dans le respect des limites de PTAC et PTRV fixées par le Code de la Route.

Article 17 : PRELEVEMENT, REJET ET POLLUTIONS ACCIDENTELLES DES EAUX

Article 17.1 : Prévention des pollutions accidentelles

17.1.1 - Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire couverte étanche reliée à une cuve étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Cette cuve devra être vidée par une entreprise spécialisée a minima avant chaque période de crue.

17.1.2 - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 p. 100 de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 p. 100 de la capacité des réservoirs associés.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 p. 100 de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.

La capacité de rétention ne peut pas être vidangée gravitairement ou par pompe à fonctionnement automatique.

17.1.3 - Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

17.1.4 - Des kits antipollution doivent être disponibles en permanence au sein de chaque engin (un au minimum par engin) et au sein de l'installation de traitement des matériaux (deux au minimum).

Article 17.2 : Prélèvements d'eau au milieu naturel

L'utilisation d'eau doit être limitée par des systèmes qui en favorisent l'économie.

L'installation de lavage des matériaux fonctionnant en circuit fermé, l'appoint d'eau est prélevé dans la nappe de la craie à un débit maximal de 40 m³/h au moyen d'un forage réalisé conformément à la réglementation en vigueur et notamment aux arrêtés ministériels du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements et aux forages soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement.

L'ouvrage de prélèvement d'eau est muni d'un dispositif de mesure totalisateur agréé. Le relevé est effectué hebdomadairement et les résultats sont inscrits sur un registre.

Toute modification dans les conditions d'alimentation en eau de l'établissement devra être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées ainsi que ses projets concernant la réduction de consommations d'eau.

La mise hors service du forage doit être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées. L'exploitant prend toutes les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'empêcher la pollution des nappes d'eau souterraines. Ces mesures devront être définies en liaison avec un hydrogéologue extérieur et soumises à l'approbation de l'inspecteur des installations classées.

Article 17.3 : Rejets d'eau dans le milieu naturel

17.3.1 - Eaux de procédé des installations

Les rejets d'eau de procédé des installations de traitement des matériaux à l'extérieur du site autorisé sont interdits. Ces eaux sont intégralement recyclées. Le circuit de recyclage est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles.

Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation, en cas de rejet accidentel de ces eaux, est prévu.

17.3.2 – Eaux vannes

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément à la réglementation en vigueur.

Article 17.4 : Surveillance des eaux de la nappe alluviale

Une fois par an, l'exploitant procède à une surveillance de la qualité des eaux de la nappe alluviale en procédant à la réalisation de deux sondages à la pelle hydraulique localisés pour l'un à environ 10 m à l'Ouest / Nord-Ouest immédiat de la centrale de traitement des matériaux et pour l'autre à environ 10 m à l'Ouest / Nord-Ouest des excavations en activité. Les eaux prélevées dans ces deux points font l'objet d'une analyse portant sur les paramètres DCO, DBO5, hydrocarbures totaux et Métaux Lourds.

Les résultats de ces mesures sont transmis à l'inspection des installations classées et au service chargé de la police de l'eau dans le mois qui suit leur connaissance par l'exploitant.

Si les résultats de mesures mettent en évidence une pollution des eaux, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour en rechercher l'origine et, si elle provient des installations, en supprimer la cause. Dans ce cas, il doit en tant que de besoin entreprendre les études et travaux nécessaires pour réduire la pollution de la nappe.

Il informe le Préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Article 18 : POLLUTION ATMOSPHERIQUE

L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières.

Article 19 : LUTTE CONTRE L'INCENDIE

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

La défense extérieure contre l'incendie de l'établissement sera assurée avec un débit d'au moins 60m³/h disponible durant 2 heures, susceptible d'être satisfait par l'une des solutions suivantes, ou par leur combinaison :

- un réseau de distribution d'eau débitant au moins 60m³/h sous une pression minimum de 1 bar, comportant des poteaux d'incendie diamètre 100mm (ou 2*100mm) normalisés NFS 61-213 piqués sur des canalisations de diamètre au moins égal, avec un appareil implanté » à 150 m maximum de l'entrée principale du bâtiment,
- une réserve d'eau incendie offrant une capacité d'au moins 120 m³, accessible à un engin d'incendie, située à 400m maximum de l'entrée principale du bâtiment.

Article 20 : LIMITATION DES DECHETS

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.

L'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination. Les documents justificatifs sont conservés 3 ans.

Les déchets sont stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (envols, infiltrations,...).

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

Article 21 : BRUITS ET VIBRATIONS

L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Article 21.1 : Bruits

Les bruits émis par les carrières et les installations de premier traitement des matériaux ne doivent pas être à l'origine, à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers que les fenêtres soient ouvertes ou fermées et le cas échéant, en tous points des parties extérieures (cour, jardin, terrasse...) de ces mêmes locaux, pour les niveaux supérieurs à 35dB(A), d'une émergence supérieure à :

- 5dB(A) pour la période allant de 7h00 à 22h00, sauf dimanches et jours fériés,
- 3dB(A) pour la période allant de 22h00 à 7h00, ainsi que les dimanches et jours fériés.

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'ensemble de l'installation est en fonctionnement et lorsqu'il est à l'arrêt. Elle est mesurée conformément à la méthode décrite à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 (JO du 27 mars 1997) relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Les niveaux limites de bruit à ne pas dépasser en limite de la zone d'exploitation autorisée (périmètre PA défini à l'article 1.1) sont :

- 70 dB(A) de 7h00 à 22h00 sauf dimanches et jours fériés,
- 60 dB(A) de 22h00 à 7h00 ainsi que les dimanches et jours fériés.

En outre, le respect des valeurs maximales d'émergence est assuré dans les immeubles les plus proches occupés ou habités par des tiers et existant à la date du présent arrêté et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

Les différents niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent pondéré Lacq.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur des carrières, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur. En particulier, les engins utilisés dans la carrière et mis pour la première fois en circulation à compter du 22 octobre 1989 doivent répondre aux règles d'insonorisation fixées par le décret n°95-79 du 23 janvier 1995.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

Un contrôle des niveaux sonores est effectué dès l'ouverture de la carrière.

Article 21.2 : Vibrations

Les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

CHAPITRE VII : GARANTIES FINANCIÈRES POUR LA REMISE EN ETAT

Article 22 : MONTANT DES GARANTIES FINANCIERES

La durée de l'autorisation est divisée en deux périodes quinquennales et une période quadriennale.

A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Les schémas d'exploitation et de remise en état joints en annexe au présent arrêté présentent les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état des installations autorisées et de leurs installations connexes est de 589 391 euros pour la première phase, 430 206 euros pour la seconde et 303 291 euros pour la troisième.

L'indice TP01 est 499,60.

Article 23 : NOTIFICATION

L'exploitant met en place avant le début de l'exploitation les aménagements prévus aux articles 3 à 5 du présent arrêté. Dès que ces aménagements ont été réalisés, l'exploitant adresse au préfet la déclaration de début d'exploitation visée à l'article 6 du présent arrêté et le document établissant la constitution des garanties financières dans la forme définie par l'arrêté du 1er février 1996 modifié.

L'exploitant adresse à l'Inspection des Installations Classées la valeur de l'indice TP01 établi à partir d'un ouvrage faisant foi à la date de la notification de cet arrêté préfectoral dans un délai d'un mois après celui-ci.

Article 24 : RENOUVELLEMENT

L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins 6 mois avant leur échéance.

Article 25 : ACTUALISATION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIERES

Le montant des garanties financières est actualisé au moins tous les 5 ans.

Si au cours des 5 premières années, une augmentation supérieure à 15 p. 100 de l'indice TP01 mentionné à l'article 21 intervient, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivants l'intervention de cette augmentation.

Ce montant est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 au montant de référence figurant à l'article 21 pour la période considérée.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

Toute modification de l'exploitation conduisant à une augmentation du coût de remise en état nécessite une révision du montant de référence des garanties financières.

Article 26 : ABSENCE DE GARANTIES FINANCIERES

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en oeuvre des modalités prévues à l'article L514-1 du code de l'environnement.

Pendant la durée de la suspension de fonctionnement, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 27 : APPEL AUX GARANTIES FINANCIERES

Le préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions applicables à cette exploitation de carrière en matière de remise en état après intervention de la mesure de consignation prévue à l'article L514-1 du code de l'environnement,
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme aux prescriptions applicables à cette exploitation.

Article 28 : REMISE EN ETAT NON CONFORME

Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue après mise en demeure un délit conformément aux dispositions de l'article L514-11 du code de l'environnement.

CHAPITRE VIII : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

Article 29 : DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

En particulier, le droit d'exploiter accordé par le présent arrêté est conditionné aux droits de propriété du bénéficiaire de la présente autorisation et/ou aux contrats de forage dont il est titulaire.

Article 30 : HYGIENE ET SECURITE DES TRAVAILLEURS

L'exploitant doit se conformer à toutes les prescriptions législatives et réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

Article 31 : DECLARATION DES ACCIDENTS

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'Inspection des Installations Classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement.

Article 32 : MODIFICATION DU DOSSIER

Tout projet de modification des conditions d'exploitation des installations de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 33 : CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Le changement d'exploitant des installations visées au présent arrêté est soumis à autorisation préfectorale préalable. Le dossier de demande adressé à Monsieur le Préfet comprend notamment :

- une demande signée conjointement par le cessionnaire et le cédant,
- les documents établissant les capacités techniques et financières du cessionnaire,
- la constitution des garanties financières par le cessionnaire,
- l'attestation du cessionnaire du droit de propriété ou d'utilisation des terrains.

Article 34 : ARRET DEFINITIF DES TRAVAUX

En fin d'exploitation ou s'il est envisagé d'arrêter définitivement les travaux et six mois au moins avant, soit la date d'expiration de l'autorisation, soit la date de fin de remise en état définitive des lieux si elle lui est antérieure, le bénéficiaire de la présente autorisation notifie au Préfet l'arrêt définitif de son installation en joignant un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur l'état du site.

Ce mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement et comportant en particulier :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, ainsi que des déchets présents sur le site le cas échéant,
- la dépollution des sols et des eaux souterraines le cas échéant,
- l'insertion du site de la carrière dans son environnement,
- la surveillance éventuelle à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement.

Ce mémoire explicite notamment le respect des prescriptions en matière de remise en état applicables à cette carrière définies dans les actes préfectoraux la réglementant.

L'exploitant peut déclarer, dans les mêmes conditions que celles précisées ci - avant, l'arrêt définitif d'une partie de son site autorisé lorsque qu'il y procède à la remise en état définitive des lieux.

La déclaration d'arrêt définitif d'une partie du site autorisé, soumise à la police des carrières en application de l'article 107 du Code Minier, est obligatoire avant toute utilisation de la partie du site pour une activité autre que celles soumises à ladite police des carrières.

Article 35 : SANCTIONS

Sans préjudice des sanctions de toutes natures prévues par les règlements en vigueur, toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera passible de sanctions prévues par le code de l'environnement.

Article 36 : PUBLICITÉ

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire. Des copies sont déposées aux mairies de La Villeneuve-au-Châtelot et de Périgny-la-Rose pour y être consultées. Des extraits de cet arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sont affichés aux mairies de La Villeneuve-au-Châtelot et de Périgny-la-Rose ; procès-verbaux de l'accomplissement de ces formalités sont dressés par les soins de Messieurs les Maires des communes de La Villeneuve-au-Châtelot et de Périgny-la-Rose.

Le même extrait est affiché en permanence, de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire.

Une copie de l'arrêté est adressée à chaque conseil municipal ayant été consulté.

Un avis est inséré, par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département ou tous les départements intéressés.

Article 37 : VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupement, devant le tribunal Administratif de Troyes dans un délai de six mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation prescrite par l'article 6 pour l'exploitation de carrière.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 38 : EXÉCUTION

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Aube, Monsieur le Sous Préfet de NOGENT SUR SEINE, Messieurs les Maires de La Villeneuve-au-Châtelot et de Périgny-la-Rose, Madame la Directrice Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Champagne-Ardenne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, Monsieur le Chef du Service Départemental de l'Architecture, Messieurs les Directeurs Départementaux de l'Équipement, de l'Agriculture et de la Forêt et des Affaires Sanitaires et Sociales.

TROYES, le 25 octobre 2004
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale,
Signé : Marie LOTTIER